

# COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 2 MAART 2016

Voormiddag

---

# COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

du

MERCREDI 2 MARS 2016

Matin

---

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 10.34 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Karolien Grosemans.

Le développement des questions et interpellations commence à 10.34 heures. La réunion est présidée par Mme Karolien Grosemans.

## **01** Questions jointes de

- Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le cadre légal entourant la mission 'Homeland'" (n° 8742)

- Mme Karine Lalieux au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le matériel roulant utilisé dans le cadre de la mission 'Homeland'" (n° 8816)

## **01** Samengevoegde vragen van

- mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het wettelijke kader van de missie-'Homeland'" (nr. 8742)

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het rollend materieel dat wordt ingezet in het kader van de missie-'Homeland'" (nr. 8816)

**01.01** Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, je me permettrai de poser la question de Mme Julie Fernandez qui est malade et qui porte sur le même sujet. Je suppose donc que vous avez la réponse, monsieur le ministre.

Vous le savez, le groupe PS salue le travail de nos militaires dans le cadre de la mission temporaire dite "Homeland" étant donné la situation exceptionnelle qu'a constitué le niveau de menace dans notre pays et à laquelle les autorités publiques comme les communes ont dû faire face.

Cependant dans le cadre de cette mission, pour permettre le déplacement des militaires jusqu'à leurs postes de faction, divers véhicules militaires sont utilisés, comme des blindés, et ce, parfois sur des lieux hautement touristiques ou fréquentés.

Le Conseil des ministres a décidé, au regard de la menace qui persiste au niveau 3, de prolonger la présence des militaires en rue mais il semble que certaines adaptations pourraient être adoptées, en matière de véhicules blindés et d'uniformes notamment.

Dès lors, monsieur le ministre, envisagez-vous de réfléchir, en concertation avec les autorités communales concernées par ce déploiement, aux moyens d'assurer, en respectant le niveau de menace établi par l'OCAM, une plus grande "discrétion" de la mission "Homeland" en ce qui concerne les moyens utilisés pour le transport des militaires? En effet, des photos de la ville de Bruxelles circulent encore, surtout via Facebook, montrant des blindés soit devant le parlement soit dans des lieux hautement touristiques. Je pense que ce n'est pas une bonne image pour Bruxelles. Nous voulons et réclamons une présence militaire. Cela ne pose pas de problèmes. Ils accomplissent très bien leur mission. Nous demandons simplement, à l'instar d'autres grandes villes, comme Paris, où il n'y a jamais eu de blindés depuis dix ans, de stationner les camions dans des rues peu fréquentées.

J'en viens aux questions de Mme Fernandez-Fernandez. Les militaires ont vécu des situations difficiles à la station de métro gare de l'Ouest. Ces difficultés illustrent un besoin de clarification de cette mission temporaire d'un point de vue juridique, des relations avec la police et sans doute une formation ad hoc.

Étant donné que la mission "Homeland" semble s'inscrire dans la durée en l'absence de nouveaux moyens

fédéraux pour les zones de police, le gouvernement compte-t-il enfin clarifier les règles d'engagement des militaires dans nos rues afin notamment d'assurer la sécurité juridique et la transparence de ces interventions? Une concertation avec les syndicats militaires et policiers est-elle prévue?

La situation de fin janvier à la gare de l'Ouest va-t-elle accélérer cette clarification nécessaire afin notamment d'éviter que les militaires soient mis en pareilles difficultés à l'avenir alors que vous m'indiquez, en février 2015, que "les militaires n'effectuent ni missions de police ni patrouilles et se bornent à remplir des missions de surveillance statique"?

Quelles seront les suites données à cet incident afin de faire la clarté sur celui-ci mais également sur le plan de la formation des policiers?

**01.02 Steven Vandeput**, ministre: Madame la présidente, madame Lalieux, le cadre légal régissant le recours aux militaires en soutien de la police est très clair pour eux. Il n'est donc pas nécessaire de clarifier les règles d'engagement car ces dernières sont strictes. Elles permettent à nos militaires d'effectuer leur mission de protection. Les syndicats ont déjà été informés à plusieurs reprises sur cette mission "Homeland". Les limites juridiques sont expliquées à l'aide de situations pratiques par des conseillers juridiques et conseillers en droit des conflits armés à chaque détachement avant sa mise en oeuvre.

En ce qui concerne l'incident qui s'est produit à la gare de l'Ouest, comme pour tout incident ayant nécessité l'emploi de la force, le parquet fédéral mène une enquête. Le communiqué de presse émis par ce même parquet fédéral, qui signalait que les militaires seraient entendus comme témoins victimes, semble indiquer que nos militaires sont restés dans la limite de leur mandat. L'incident de la gare de l'Ouest, premier incident qui a nécessité le recours à la force depuis le début de la mission, semble donc démontrer que nos militaires disposent des outils nécessaires afin d'exécuter leur mission et qu'ils sont bien formés pour remplir cette mission difficile.

Quant au matériel et aux véhicules employés par les militaires en rue, ils sont adaptés à la menace et à l'entraînement des militaires. C'est le matériel qui est à disposition des militaires pour remplir leurs tâches habituelles. J'ai bien noté votre demande et je peux vous confirmer qu'il n'y a normalement plus de véhicules blindés visibles à Bruxelles. Un véhicule blindé est équipé de plaques lourdes en métal. Le matériel utilisé maintenant est considéré comme du matériel normal de couleur vert kaki, qui est la couleur utilisée au sein de l'armée.

**01.03 Karine Lalieux (PS)**: Monsieur le ministre, je vous remercie. Je n'ai pas du tout remis en question le comportement des militaires de la gare de l'Ouest. Ma question portait sur les rôles de chacun, qui doit en connaître la limite. Pour éviter tout incident par rapport aux militaires, il faut qu'il y ait une clarification de ces rôles; c'est ce que les syndicats demandent. Il faut peut-être encore essayer de travailler sur cette question puisque cette mission se prolonge au sein de nos villes.

Concernant le matériel, la couleur utilisée est le kaki, et les véhicules sont des blindés, mais aussi des camions de transport de troupes. Peut-être l'armée dispose-t-elle également de bus et de camionnettes, qui permettraient de transporter ces troupes. Si ce n'est pas possible, il serait bon qu'en concertation avec les autorités communales, l'armée trouve des lieux plus discrets, par où ne passent pas les touristes, afin d'essayer de les faire revenir dans nos rues.

Je vous signale que Bruxelles est très fortement impactée par la diminution du tourisme; on dénombre de 30 à 50 % de touristes en moins à cause de la menace. Je pense que ces éléments ajoutent au sentiment d'insécurité que vivent certains touristes.

**01.04 Steven Vandeput**, ministre: Madame Lalieux, j'ai bien compris que Bruxelles est impactée au niveau du tourisme. Mais ce ne sont pas les militaires qui font que les touristes ne viennent pas. C'est la menace. Et les militaires sont là pour protéger de cette menace.

**01.05 Karine Lalieux (PS)**: Il y a aussi un sentiment de la menace, monsieur le ministre. Les militaires doivent rester devant les bâtiments, je ne mets pas cela en question. Allez voir dans d'autres grandes villes qui ont subi des attentats beaucoup plus meurtriers qu'à Bruxelles, vous ne verrez pas de véhicules de transport militaire ou de blindés dans les lieux touristiques, devant la Tour Eiffel par exemple. Il y en a eu durant les deux jours qui ont suivi les attentats qui ont fait 130 morts, mais cela on peut le comprendre.

Je ne vous demande pas de retirer les militaires des rues, mais de retirer les véhicules militaires de la vue et des photos des touristes.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**02** **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Tim Vandenput** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het verderzetten van de Belgische bijdrage aan de Europese trainingsopdracht van de Malinese strijdkrachten (EUTM Mali)" (nr. 9353)

- de heer **Denis Ducarme** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het overnemen van de leiding over EUTM Mali door België en de gevolgen van de aanslagen in Timboektoe" (nr. 9462)

**02** **Questions jointes de**

- **M. Tim Vandenput** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le maintien de la contribution belge à la mission d'entraînement européenne des forces armées maliennes (EUTM Mali)" (n° 9353)

- **M. Denis Ducarme** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la direction d'EUTM Mali par la Belgique et les suites de l'attentat de Tombouctou" (n° 9462)

**02.01** **Tim Vandenput** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb enkele vragen over de voortzetting van de Belgische bijdrage aan de Europese trainingsopdracht van de Malinese strijdkrachten. Een deel van de antwoorden kreeg ik vanmorgen reeds in de commissie belast met de opvolging van de buitenlandse missies. Mijn excuses dus voor het dubbel antwoord dat u misschien zult verstrekken.

Het derde mandaat van de EUTM Mali zou zich verder richten op het trainen en adviseren op institutioneel niveau, evenals op het behouden van de recent opgebouwde capaciteiten van de Malinese strijdkrachten, met een verschuiving naar gedecentraliseerde activiteiten in de verschillende militaire regio's.

Duitsland heeft gevraagd aan België om de leiding over te nemen van deze missie. De leiding van deze missie zou zeker onze internationale zichtbaarheid en waardering als betrouwbare partner vergroten en bijdragen aan de opbouw van een operationele ervaring van Belgische kaderleden. Deze vraag werd door Duitsland ook gesteld aan Zweden en Spanje.

Ten eerste, zal België de leiding op zich nemen gedurende de volledige termijn van 1 jaar?

Mijn tweede vraag gaat over de veiligheid van onze 175 militairen die vanaf 1 juli ter plaatse zullen zijn. Zou u de huidige situatie in het noorden van Mali kunnen schetsen?

Ten derde, België zal zijn bijdrage in Mali dus voortzetten, maar wat gaan de andere Europese landen doen, buiten Zweden en Spanje? Zullen de huidige deelnemende landen hun bijdrage voortzetten?

**02.02** Minister **Steven Vandeput**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Vandenput, de Ministerraad heeft op 5 februari 2016 zijn goedkeuring verleend aan de verlenging van de deelname aan de Europese trainingsmissie in Mali, genoemd EUTM Mali, vanaf 1 juli 2016 met ongeveer 175 militairen en dit voor de periode van 1 jaar. In deze periode zal België de leiding van EUTM Mali op zich nemen en een aantal sleutelfuncties bemannen in het hoofdkwartier van de missie te Bamako.

De deelname van andere Europese lidstaten aan de opdracht wordt deze week besproken tijdens de *force generation conference* van de Europese Unie hier in Brussel, onder leiding van Duitsland als huidig commando van de missie. De meeste van onze partnerstaten hebben ondertussen al wel informeel aangegeven dat zij hun huidige aanwezigheid in Mali willen bestendigen.

Als u het mij toestaat, antwoord ik verder in het Frans, omdat het een samengevoegde vraag was.

La mission de l'EUTM Mali ne consiste pas à combattre ces groupes terroristes mais à conseiller et former les forces armées maliennes, les FAMA. La menace que ces groupes armés représentent est prise très au sérieux et la décentralisation des activités de l'EUTM Mali, dont la Belgique reprendra le commandement cet été 2016, ne pourra être réalisée que lorsque l'environnement sécuritaire le permettra.

Quant au bilan de l'EUTM Mali, l'objectif formulé en 2013 était de contribuer à la restauration de la capacité militaire malienne, sous contrôle des autorités civiles légitimes. Pour atteindre cet objectif, huit groupements tactiques inter-armes, les GTIA, devront être formés d'ici mai 2016. Actuellement, sept GTIA ont déjà été formés et déployés au nord du pays.

De doelstelling was acht *battlegroups*. Daarvan zijn er zeven gevormd en moet er nog een worden afgewerkt tegen mei.

Mijnheer Vandenput, voor de vragen over de veiligheidsomgeving in het noorden van Mali verwijs ik naar wat wij net in de commissie achter gesloten deuren over de buitenlandse operaties hebben besproken.

**02.03 Tim Vandenput** (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik ben blij dat wij al informeel kunnen vernemen dat onze partners ook nog blijven.

In de krant van vorig weekend zegt generaal Hervé Gommaar dat onze troepen meer present en meer mobiel moeten zijn en dat er toch nog geblindeerde voertuigen te kort zijn. Ik weet niet of dit in de juiste context is gepubliceerd, maar de veiligheid van onze mensen ter plaatse moet toch worden bewaakt en zal een blijvend aandachtspunt zijn.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 9461 van de heer Ducarme wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

**03 Vraag van de heer Peter Buysrogge aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het rapport van Transparency International en de verdere afwikkeling ervan" (nr. 9491)**

**03 Question de M. Peter Buysrogge au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le rapport de Transparency International et ses futurs développements" (n° 9491)**

**03.01 Peter Buysrogge** (N-VA): Mijnheer de minister, begin december kwam er via het Vredesinstituut een rapport uit van Transparency International over de positie van de Belgische defensie in de *government defence anti-corruption index*. In het algemeen scoort onze Defensie goed. Met onze B-score doen wij het even goed als Canada, Denemarken, Duitsland, Nederland, Polen en de Verenigde Staten en moeten wij enkel het Verenigd Koninkrijk laten voorgaan.

Ik heb u in de commissievergadering van 27 januari een aantal vragen gesteld over dat rapport, dat toen bekend werd gemaakt. U hield zich toen, naar mijn mening wel terecht, ietwat op de vlakte, omdat u de zaken nog verder moest bekijken. U zei toen: "Er zijn uiteraard aanbevelingen en ik heb de Defensiestaf de opdracht gegeven om na te gaan op welke indicaties Transparency zich hiervoor baseert. De manier van meten kan immers een verschil maken. Ik heb ook gevraagd om mij een voorstel te doen met de nodige acties in dat verband".

Er werd toen ook verwezen naar een colloquium in het Vlaams Parlement, dat in de loop van februari plaatsgevonden heeft en waar u, net zoals de voorzitter van de commissie en ook ikzelf, aanwezig was.

Mijnheer de minister, ik heb een aantal punctuele vragen voor u. Weet u intussen al op welke indicaties Transparency International zich heeft gebaseerd voor het verslag?

Heeft de Defensiestaf reeds een voorstel met nodige acties? Zo ja, dewelke? Zo nee, wanneer mogen we die verwachten? Hoe zal er omgegaan worden met de concreet geformuleerde aanbevelingen?

Zijn er nieuwigheden ontdekt bij de voorstelling en de bespreking van het rapport op 17 februari?

Hoe ziet u de verdere samenwerking met Transparency International? Welke lessen trekt u uit het colloquium? Hoe ziet u de verdere opvolging, bijvoorbeeld met het oog op een opvolgingsverslag van Transparency International?

**03.02 Minister Steven Vandeput**: Mijnheer Buysrogge, in juli 2014 werd door Transparency International een lijst bezorgd met 76 vragen in totaal, in diverse domeinen en opgedeeld in vijf rubrieken, met name

politiek, financiën, personeel, operaties en de aankoop van materieel. Die vragen werden door de Defensiestaf naar best vermogen beantwoord en ik denk dat wij ervan uit mogen gaan dat Transparency International zich daarop ten minste deels heeft gebaseerd voor het verslag, maar wij weten niet of Transparency International daarnaast nog extern personen heeft gesproken.

In aanloop naar het seminarie van 17 februari – wij waren daar inderdaad beiden aanwezig – heeft de Defensiestaf commentaar geleverd op het verslag en de aanbevelingen, maar wij hebben ondertussen nog geen actieplan afgesproken of nog geen voorstel van actieplan gekregen.

Defensie kan zeker zelf acties ondernemen en zal dat ook doen, bijvoorbeeld inzake bijkomende accenten in de vorming van militairen die naar een operatie vertrekken, of een aanpassing van het bevorderingssysteem, dat trouwens lopende is.

Voor andere aanbevelingen, bijvoorbeeld in verband met de wetgeving inzake overheidsopdrachten, is een en ander wat gecompliceerder en primieren er dikwijls supranationale regels. Daarnaast wordt bijvoorbeeld het feit dat de commissie voor de Legeraankopen van de Kamer achter gesloten deuren vergadert, door Transparency International gezien als een gebrek aan publiek debat. Ik weet niet of wij met die bevindingen altijd volledig akkoord moeten gaan, hoewel het natuurlijk vaststellingen van derden zijn, die wij altijd moeten appreciëren voor wat zij waard zijn.

Tijdens de bespreking van het rapport op 17 februari werd het accent uitsluitend gelegd op overheidsopdrachten en niet op de rest van de werking. Overheidsopdrachten zijn zeker fraudegevoelig, maar ik kan mij bij Defensie geen noemenswaardige problemen herinneren uit de voorbije jaren.

Met de uitvoering van het strategisch plan staan wij voor een aantal belangrijke aankoopcontracten – waar trouwens ook naar werd verwezen op 17 februari –, waarbij vooral de internationale wetgeving sinds de vorige soortgelijke dossiers fundamenteel is geëvolueerd. De regering zal ter zake de nodige beslissingen en indien nodig wetgevende initiatieven nemen om alles optimaal conform de regels te laten verlopen.

Transparency International heeft al een vervolgstudie aangekondigd. Ik ben vol vertrouwen dat die zelfs tot een beter resultaat dan vandaag zal leiden.

**03.03** **Peter Buysrogge** (N-VA): Mijnheer de minister, dat vertrouwen siert u. Ik wil nogmaals beklemtonen dat er terecht door Transparency International en door Defensie, uzelf inbegrepen, heel veel belang wordt gehecht aan transparantie van procedures en interne controle. Er worden enkele handvatten geboden en wij hebben er alle baat bij om ze vast te grijpen.

Mede dankzij het Vredesinstituut en TI wordt hier werk van gemaakt. Gelukkig wordt dat echter ook door Defensie zelf gedaan, ongeacht of er nu al dan niet internationale rapporten over verschijnen. Wij hebben alle baat bij transparantie, interne controle, gedragscodes en heldere procedures.

Mijnheer de minister, u zei dat er nog geen actieplan is. Mag ik daaruit afleiden dat er alsnog een actieplan zal komen of zit dat vervat in de procedures, die worden uitgewerkt?

**03.04** Minister **Steven Vandeput**: Defensie stelt in mijn voorbereiding op de samenkomst van 17 februari 2016 dat wij de punten hebben overlopen en dat al dan niet opmerkingen zijn gegeven. Er is veeleer informeel naar voren gebracht waaraan op korte en lange termijn kan worden gewerkt. Er is dus geen formeel actieplan.

Feit is dat de betrokken generaal, die trouwens op 17 februari 2016 ook aanwezig was, zich erg bewust is van wat moet gebeuren.

Nu u het voorstelt, kunnen wij misschien beter formeel afspreken waaraan wij zullen werken. Er is bijvoorbeeld het feit dat de commissie voor de Legeraankopen achter gesloten deuren vergadert. Welnu, ik wens dat niet te veranderen. Wij kunnen het publieke debat altijd voeren. Ik zie de noodzaak van een verandering ter zake niet in en zie niet hoe de democratie beter gediend zou zijn met een algemeen publiek debat over elk detail van elke aankoop boven een bepaald bedrag.

Ik heb trouwens begrepen dat de Kamer in dat kader een aantal voorstellen heeft gedaan, waarop ik commentaar heb geleverd. Wij zullen binnenkort in dat verband verdergaan.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

**04** Questions jointes de

- M. Gautier Calomne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le piratage du site de la Défense" (n° 9640)

- Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le piratage du site de la Défense nationale" (n° 9717)

**04** Samengevoegde vragen van

- de heer Gautier Calomne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de hacking van de website van Defensie" (nr. 9640)

- mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de hacking van de website van Defensie" (nr. 9717)

De **voorzitter**: Vraag nr. 9717 van mevrouw Fernandez Fernandez vervalt.

**04.01** **Gautier Calomne** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, le vendredi 19 février dernier, le portail en ligne de la Défense a été attaqué par des pirates informatiques et son accès a été rendu indisponible. Cette attaque avait été précédée d'un ultimatum général diffusé sur les réseaux sociaux par un groupe d'activistes dénommé "Down-Sec", sans pour autant que les cibles précises ne soient divulguées.

Dans la limite évidente de ce que vous pouvez révéler quant aux protocoles de sécurité, je souhaiterais obtenir des réponses aux questions suivantes.

Les services informatiques de la Défense ont-ils identifié la nature exacte de l'attaque?

Quelles leçons ont-elles été tirées au niveau des failles de la protection du portail en ligne? Des moyens ont-ils été trouvés pour prévenir à l'avenir ce type d'intrusion?

Une plainte a-t-elle été introduite auprès des services judiciaires concernés?

Êtes-vous optimiste en ce qui concerne l'identification des auteurs de cette attaque informatique?

Enfin, pouvez-vous me dire si des dommages ont été occasionnés, en particulier en termes d'accès à des données confidentielles?

Je vous remercie déjà pour vos réponses.

**04.02** **Steven Vandeput**, ministre: Madame la présidente, monsieur Calomne, une attaque dénommée "Distributed denial of service" (DDOS) a été exécutée sur le site [www.mil.be](http://www.mil.be) et avait pour but de rendre le service impossible.

Dans le cas de la Défense, le site, hébergé chez Proximus, ne contient que de l'information destinée au grand public. Il est dès lors clair qu'il n'y a eu aucune fuite d'informations confidentielles. Il est important de le savoir.

DDOS est un type d'attaque qui peut être menée contre tous sites publics. C'est ce qui s'est passé, puisque le site du premier ministre et d'autres en ont également pâti. Il est toutefois très difficile, presque impossible, de se protéger contre ce genre d'attaque. Ce serait extrêmement coûteux et on ne peut jamais exclure la possibilité d'une attaque.

Le plus important, c'est d'être en contact direct avec le *provider*. C'est ce qui s'est fait et dans les deux heures, le nécessaire a pu être fait pour rendre le service de nouveau *up to date*.

En ce qui concerne les auteurs de l'attaque, la police fédérale a entrepris des recherches à leur égard, sur base des plaintes et de l'information reçues. Cette question est plutôt du ressort de mon collègue de l'Intérieur.

**04.03** **Gautier Calomne** (MR): Merci, monsieur le ministre, pour ces informations rassurantes

puisque effectivement, le plus important est que les données confidentielles le soient restées et que seules les données à destination du grand public ont été atteintes, même s'il y a tout de même lieu de le déplorer. En effet, cela nuit à l'image de l'État et de notre service public.

Il serait toutefois heureux d'essayer d'éviter que cela se reproduise, notamment en renforçant les contacts avec le fournisseur. Mais puisqu'en deux heures, le problème a été réglé, c'est quand même positif.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Mevrouw Van Hoof heeft laten weten dat zij nog even in een andere commissie zit en ik verwacht haar dus iets later om haar vraag te komen stellen.

Mevrouw Pas is niet aanwezig en heeft niet verwittigd, dus vervalt haar vraag nr. 9685.

#### **05 Questions jointes de**

- **M. Benoit Hellings au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la deuxième phase du plan stratégique pour la Défense" (n° 9699)**

- **M. Sébastien Pirlot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le plan stratégique de la Défense" (n° 9801)**

#### **05 Samengevoegde vragen van**

- **de heer Benoit Hellings aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de tweede fase van het strategisch plan voor Defensie" (nr. 9699)**

- **de heer Sébastien Pirlot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het strategisch plan voor Defensie" (nr. 9801)**

De heer Hellings is verontschuldigd.

**05.01 Sébastien Pirlot (PS)**: Monsieur le ministre, voici deux mois, je dénonçais le "cadeau à crédit" que le gouvernement avait accordé à la Défense. En effet, pour rappel, l'accord de gouvernement prévoyait l'élaboration d'une "vision stratégique à long terme" – en l'occurrence, pour 2030 – quant à l'avenir de la Défense nationale.

Après plusieurs mois de retard, les membres du gouvernement se sont mis d'accord, le 22 décembre dernier, sur les grands principes et investissements du plan stratégique. Ensuite, le 13 janvier, vous êtes venu devant la Chambre présenter cette vision dans un *power point* détaillé. Je relève que nous n'avons toujours reçu aucun texte.

Dans *La Libre*, nous apprenons cependant que cette présentation n'aurait jamais reçu l'aval de vos partenaires gouvernementaux. Les réactions d'un vice-premier ministre qualifiant d'idiots certains pans de votre présentation en apportent sans doute la preuve. Selon la notification gouvernementale datant de décembre dernier, vous étiez censé venir présenter le plan stratégique finalisé au gouvernement au plus tard pour le vendredi 26 février. Or ce point aurait, encore une fois, été reporté.

Monsieur le ministre, j'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes. Pourriez-vous m'exposer en détail les décisions formelles et exactes prises par le gouvernement lors du Conseil des ministres de décembre, tant au niveau humain que matériel, stratégique et budgétaire de ce plan? En quoi ces décisions diffèrent-elles de la présentation que vous avez faite devant notre assemblée? Quand le plan stratégique définitif et complet sera-t-il adopté par le gouvernement et présenté à la Chambre?

**05.02 Steven Vandeput**, ministre: Monsieur Pirlot, j'apprécie de reprendre cette discussion toutes les deux semaines.

Au début de ce mois, j'ai présenté – par le biais du groupe de travail et de coordination de la politique relative à l'avenir de la Défense – une proposition de texte pour le plan stratégique, comprenant une centaine de pages. Le temps nécessaire en vue de s'accorder sur un projet d'une telle ampleur relève de la responsabilité collective, de toutes les parties.

La présentation en commission de la décision prise en kern constitue ma prérogative en tant que ministre de la Défense, dans le cadre d'une communication transparente d'un choix important portant sur l'avenir de ce

secteur. Comme je l'ai indiqué la dernière fois, je n'ai rien dit qui aille à l'encontre des décisions du kern prises le 22 décembre. Absolument rien! J'ai présenté le PND comme une option en précisant qu'aucune décision n'avait encore été prise à cet égard.

Monsieur Pirlot, pour de plus amples détails, je vous renvoie aux réponses fournies aux questions orales de MM. Dallemagne et Top traitées lors de la commission du 17 février et figurant dans le compte rendu intégral de la Chambre.

Le groupe de travail de coordination de la politique se réunit régulièrement, plus d'une fois par semaine. La réorganisation et la rationalisation des diverses implantations de la Défense est un sujet important figurant à l'agenda de ce groupe de travail. Les informations nécessaires pour le traitement de ce sujet sont à la disposition des membres de ce groupe de travail.

Après la préparation de ce dossier au niveau du groupe de travail, le gouvernement décidera de la réorganisation des implantations dans les plus brefs délais. Il est important que le personnel de la Défense ait rapidement une vision claire de son futur lieu de travail. Vous avez raison et c'est également mon opinion.

Cependant, une telle décision doit être mûrement réfléchie. Une réorganisation des quartiers de la Défense doit tout d'abord répondre aux besoins du portfolio "Capacités de la Défense" du plan stratégique, tout en visant l'efficacité et l'efficience via une réduction des coûts. Il va de soi que cette réorganisation mettra tout en œuvre pour éviter une sous-exploitation de ce si haut niveau de la Défense. Chaque opportunité supplémentaire permettant d'économiser des frais de fonctionnement sur ces quartiers sera prise en compte, y compris la possibilité de partager des quartiers avec d'autres organismes fédéraux.

**05.03 Sébastien Pirlot (PS):** Monsieur le ministre, je vous remercie. C'est bizarre, mais je m'attendais à ce type de réponse. Je suis souffié de constater que certains vice-premiers ministres n'auraient pas vraiment compris. Mais rassurez-vous - vous savez que je fais de l'opposition constructive -, plutôt que de revenir tous les quinze jours avec les mêmes questions, je vais me contenter de vous suggérer un petit truc qui va vous faire gagner du temps: changez l'intitulé du plan stratégique en postposant les échéances à 2030-2045, ainsi, le gouvernement aura un peu de temps pour finaliser ses accords internes.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

**06 Question de M. Sébastien Pirlot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la formation des sous-officiers et officiers et l'avenir de l'ERM" (n° 9709)**

**06 Vraag van de heer Sébastien Pirlot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de opleiding van de onderofficieren en officieren en de toekomst van de KMS" (nr. 9709)**

**06.01 Sébastien Pirlot (PS):** Madame la présidente, monsieur le ministre, en décembre dernier, le gouvernement présentait son plan stratégique pour la Défense nationale. Dans ce plan tel que communiqué, ainsi que dans la présentation qui en a été faite devant notre assemblée, plusieurs aspects étaient cependant absents. Il en était ainsi de l'important aspect formation de nos militaires et plus particulièrement des sous-officiers et officiers et donc, *de facto*, de l'avenir de l'École Royale Militaire (ERM). L'ERM, pourtant, constitue un élément essentiel dans le fonctionnement de notre Défense, dans la formation de nos militaires tout au long de leur carrière mais également dans la recherche et les échanges scientifiques et académiques à l'échelle belge, européenne voire internationale.

Monsieur le ministre, j'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes: quelle est dès lors votre vision au sein de votre plan stratégique sur la formation académique des sous-officiers et officiers?

Au niveau des officiers et dans ce cadre, quel est l'avenir de l'École Royale Militaire? Celle-ci sera-t-elle maintenue en tant qu'institution à part entière dans son statut actuel? Son existence est-elle garantie à l'avenir ou explorez-vous d'autres pistes comme, par exemple, celle de recourir aux universités civiles pour assurer cette formation?

Qu'en est-il au niveau des sous-officiers? Un calendrier est-il prévu pour déterminer l'avenir de l'ERM concernant l'ensemble de ses missions (y compris dans les échanges avec des pays partenaires, par exemple) au-delà de la formation des officiers?

**06.02 Steven Vandeput**, ministre: Monsieur Pirlot, comme vous le savez, l'efficience des différents processus est examinée, ceci afin de parvenir à une répartition optimale des différents personnels au sein de l'enveloppe des 25 000 membres du personnel à l'horizon 2030.

Une de ces études porte sur le volet formation des militaires, quelle que soit leur catégorie de personnel, et donc pas seulement de l'ERM. Tous les aspects de la formation sont examinés dans le cadre de cette étude et toutes les pistes restent ouvertes. Cette étude est toujours en cours. Dès lors, il est impossible pour l'heure de répondre de manière plus précise à vos questions.

**06.03 Sébastien Pirlot (PS)**: C'est bizarre, mais je m'attendais à ce genre de réponse. J'aurai donc l'occasion de revenir une nouvelle fois sur ce sujet.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**07 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de bevoegdheid van de militaire politie" (nr. 9812)**

**07 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les compétences de la police militaire" (n° 9812)**

**07.01 Karolien Grosemans (N-VA)**: Mijnheer de minister, het is tijd voor de jaarlijkse vraag over de militaire politie. Collega Top heeft hierover een vraag gesteld in 2014, collega Klaps in 2015 en ik nu dus in 2016.

Het regeerakkoord voorziet in de uitbreiding van de bevoegdheid van de militaire politie, in het bijzonder van de bevoegdheid om op te treden bij verkeersinbreuken. Er is echter ook een uitbreiding mogelijk op het vlak van bewakingsopdrachten. Hoewel dit een zaak is die binnen de regering moet worden besproken, wil ik u, nu uw strategisch plan is voltooid, vragen naar een stand van zaken over dit thema.

Werd er in het kader van het strategisch plan ook nagedacht over de uitbreiding van de bevoegdheid van de militaire politie? Zijn er stappen die Defensie alvast kan nemen om dit in de praktijk te verwezenlijken? Is het overleg binnen de regering of met uw collega, minister Jambon, al van start gegaan? Zo nee, wanneer verwacht u dat dit zal gebeuren?

**07.02 Minister Steven Vandeput**: Mevrouw Grosemans, wij moeten goed opletten dat wij de zaken niet door elkaar halen.

Het strategisch plan beoogt de capaciteiten en ambitieniveaus te bepalen. In dat kader heeft het geen betrekking op het takenpakket van specifieke eenheden, dus ook niet van de militaire politie. De rol en de bevoegdheden van die eenheden zullen eerst worden bestudeerd door de defensiestaf en zullen deel uitmaken van een implementatieplan.

Een overleg over de afbakening van de bevoegdheden van de militaire politie moet nog worden opgestart. Ik ben mij er zeer goed van bewust dat dit deel uitmaakt van het regeerakkoord. Wij hebben een aantal inleidende zaken opgevraagd aan de defensiestaf, maar wij zouden graag eerst het grote verhaal politiek afronden alvorens die zaken aan te pakken.

**07.03 Karolien Grosemans (N-VA)**: Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik kom hierop later terug, maar zal niet wachten tot 2017.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**08 Vraag van de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de vermindering van de verloven van officieren" (nr. 9813)**

**08 Question de M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la réduction des congés des officiers" (n° 9813)**

**08.01 Veli Yüksel** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, er zou naar verluidt aan een nieuw voorstel worden gewerkt om de verloven van de officieren te herbekijken, in die zin dat een officier minder verlof zou kunnen nemen.

Klopt dit nieuws? Wat zal de inhoud zijn van het nieuw voorstel? Werd dit besproken met de sociale partners?

**08.02 Minister Steven Vandeput:** Mevrouw de voorzitter, mijnheer Yüksel, het nieuws klopt niet. Er wordt wel gewerkt aan een nieuw verlofstelsel voor officieren, maar dat wil niet zeggen dat het aantal verlofdagen op zich wordt verminderd.

Ik ben mij ervan bewust dat er voor officieren momenteel geen duidelijke en eenduidige regels bestaan, wat voor ongelijkheden zorgt. Ik verwijs onder meer naar mijn antwoord op de schriftelijke vraag nr. 492 van 8 december 2015 van de heer Clarinval. Om deze ongelijkheden weg te werken heb ik aan de defensiestaf gevraagd om deze problematiek te bestuderen, zodat wij hetzelfde recht op vakantieverlof voor alle officieren, ongeacht hun plaats van tewerkstelling, van toepassing kunnen maken.

Ten gevolge van deze studie werd gevraagd om de volgende beleidslijnen te integreren in het voorstel dat ter onderhandeling aan de representatieve militaire vakorganisaties zal worden voorgesteld. Ik heb een aantal beleidslijnen en ideeën ter zake. Ik zal die met u delen.

Het is ook zo dat dit verhaal door een nieuwe militaire vakorganisatie is opgeblazen, die daarin tijdens de politiek luwe dagen de kans zag om het nieuws te halen en enige verwarring te zaaien.

Ten eerste, de aflijning op het stelsel van toepassing voor de onderofficieren en vrijwilligers zijnde dertig werkdagen vakantieverlof. De grote verwarring die men probeert te zaaien betreft de werkdagen. Als men andere cijfers aanhaalt, ging het in het algemeen over dagen. Als iemand bijvoorbeeld van vrijdag tot maandag verlof nam, was hij vier dagen kwijt. Een verlengd weekend kostte dus meer dagen. Ik heb het nu over werkdagen.

Daarnaast zijn er aantal bijkomende verlofdagen, forfaitair toe te kennen, namelijk vijf, rekening houdend met het feit dat de officieren niet gebonden zijn aan de 38-uren week en bijgevolg geen recuperatie-uren opbouwen.

Zoals u weet, was het vroeger zo dat de korpscommandant kon beslissen om bijkomende recuperatiedagen toe te kennen. Dat gebeurde niet overal op dezelfde manier en werd dan ook terecht aangeklaagd. Er is mij gevraagd, ook door een aantal vakorganisaties, om dit eens te bekijken. Wij zullen in dat verband een voorstel formuleren. Het is alleszins zo dat wij aan het werken zijn aan een voorstel, waarover te gepasten tijde met de representatieve vakorganisaties, waarvan er een aantal hier aanwezig is, overlegd zal worden.

**08.03 Veli Yüksel** (CD&V): Mijnheer de minister, uiteraard juichen wij toe dat dit op een ernstige manier bekeken wordt en dat uw voorstel om de ongelijkheid ter zake weg te werken ook met de vakorganisaties zal worden besproken.

Ik heb nog een vraag over de timing. Hebt u een idee wanneer u met een voorstel aan de vakorganisaties zou kunnen komen?

**08.04 Minister Steven Vandeput:** Mijnheer Yüksel, ik weet dat er een afspraak is over wanneer men wat zal behandelen, maar ikzelf ken die timing niet uit het hoofd, waarvoor mijn excuses.

**08.05 Veli Yüksel** (CD&V): Ja, maar wanneer zult u met een voorstel komen?

**08.06 Minister Steven Vandeput:** Wij hebben een tekst van de defensiestaf, die wij nu vrijdag zullen voorleggen aan de bonden. Dat is de normale manier van werken.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

De **voorzitter:** Het volgende agendapunt zijn de samengevoegde vragen nrs. 9815 en 9817 van de heer Dallemagne. Hij is echter niet aanwezig en heeft niet verwittigd, waardoor deze vragen vervallen. Dat geldt

eveneens voor zijn vragen nrs. 9816, 9818 en 9819. Dat is natuurlijk vervelend voor de personen die gisteren nog in laatste instantie een antwoord hebben moeten formuleren op al die vragen.

**09** **Vraag van de heer Veli Yüksel aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het N-VA-standpunt bij monde van kamerfractieleider Peter De Roover met betrekking tot een interventie in Libië" (nr. 9860)**

**09** **Question de M. Veli Yüksel au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le point de vue de la N-VA, communiqué par la voix du chef de groupe Peter De Roover, relatif à une éventuelle intervention en Libye" (n° 9860)**

**09.01** **Veli Yüksel (CD&V):** Mijnheer de minister, wat vindt u van het voorstel van uw fractieleider De Roover om militair in te grijpen in Libië?

In het voorstel werd gesproken over eventuele steun aan grondtroepen. Hoe ziet u dat binnen het ruimere internationale kader? Wil België een VN-mandaat afwachten of wil ons land in Libië de actieve bondgenoten, zijnde Frankrijk en de VS, ondersteunen?

Ik heb ook een meer politieke vraag. Welke elementen pleiten op dit moment voor een dringende interventie in Libië, in vergelijking met een logischere deelname, in de zin van samenwerking met Nederland, aan dergelijke interventie? Heel concreet gaat het over de opdracht die de Nederlandse F-16's momenteel uitvoeren boven Syrië. Het is nog niet helemaal uitgeklaard of we die operaties voortzetten. Vanaf juli verschijnen we met onze F-16's opnieuw op het toneel. Gezien die situatie, wat is dan het verschil tussen Libië en Syrië?

**09.02** **Minister Steven Vandeput:** Mijnheer Yüksel, opnieuw is het een verdienstelijke poging om mij uitspraken te ontlokken op punten waarop ik geen uitspraak heb gedaan. Als u vragen hebt voor de heer De Roover, denk ik dat u die beter aan hem zelf stelt.

Voorts kan ik wel aanbevelen om verder te lezen dan de titel. Dat hebt u kennelijk wel gedaan, als ik uw vraagstelling mag geloven, maar toch.

Van mijn zijde kan ik u formeel meedelen dat de situatie in Libië effectief voor ongerustheid zorgt en onze voortdurende aandacht vereist. De Defensiestaf volgt daarom de situatie op de voet. Een interventie in Libië staat momenteel niet op de agenda van de regering en zal, wanneer die zich zou opdringen, het onderwerp uitmaken van een regeringsbeslissing, zoals dat steeds gebeurt in dat soort gevallen.

Opnieuw wil ik er de nadruk op vestigen dat voor eender welk militair ingrijpen concertatie nodig is tussen Buitenlandse Zaken en Defensie, om te bekijken wat, ten eerste, de opportuniteit is en, ten tweede, wat de mogelijkheden zijn.

Ik herhaal dat dergelijk overleg vandaag niet aan de orde is. Op dit moment is er geen enkele officiële vraag om aan een operatie in Libië deel te nemen. Het punt staat dan ook niet op de agenda.

**09.03** **Veli Yüksel (CD&V):** Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

Het zal u misschien verbazen, maar ik heb mijn collega maandag al over de kwestie aangesproken.

Ik vraag gewoon uw reactie op het voorstel van een collega en leider van uw fractie hier in het Parlement. Ik neem aan dat hij niet zomaar het idee lanceert. Daarom vroeg ik ook uw appreciatie van die kwestie.

Ik deel ook uw analyse, namelijk dat wij de zaken op de voet moeten volgen en dat op dit moment noch officieel noch officieus er iets aan de orde is.

Alleszins wou ik uw standpunt horen, omdat het voorstel van uw fractieleider komt.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**09.04** **Minister Steven Vandeput:** Mevrouw de voorzitter, de heer Dallemagne zou niet komen, maar is nu toch hier.

Monsieur Dallemagne, je vais répondre à vos questions.

Mevrouw de voorzitter, mijn lichaam had zich al op een snelle afloop van de commissie ingesteld. Zou u dus vijf minuutjes kunnen schorsen?

De **voorzitter**: Absoluut.

**10** Questions jointes de

- M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la possibilité de négocier des retombées économiques dans le cadre du remplacement des F-16" (n° 9815)

- M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la part des 9,2 milliards d'euros d'investissements promis pour la Défense qui sera consacrée au remplacement des F-16" (n° 9817)

**10** Samengevoegde vragen van

- de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de mogelijkheid om over een economische return in het kader van de vervanging van de F-16's te onderhandelen" (nr. 9815)

- de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het gedeelte van het aan Defensie toegezegde investeringsbudget van 9,2 miljard dat voor de vervanging van de F-16's wordt geoormerkt" (nr. 9817)

**10.01** Georges Dallemagne (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, d'ici à 2018, la Belgique devra sélectionner un remplaçant pour ses chasseurs-bombardiers F-16. Les enjeux sont importants et plusieurs critères entreront en ligne de compte.

J'aurais voulu avoir quelques précisions sur une problématique précise, celle des retombées économiques envisageables en Belgique. En effet, on sait à quel point le contrat des F-16 a été bénéfique pour l'économie et l'emploi en Belgique et comment il a soutenu le développement d'un secteur aéronautique de pointe dans notre pays. Certains ont même estimé qu'il y avait un retour de deux à trois fois plus en matière de retombées économiques que d'investissement initial.

On sait aussi que les règles européennes sont aujourd'hui plus strictes. Plusieurs choses, souvent imprécises et contradictoires, ont été dites à ce sujet. Le secteur industriel concerné s'en inquiète et demande aux responsables politiques de clarifier juridiquement les choses au plus vite. Selon certains, il semblerait que la directive 2009/81/CE sur les marchés publics à caractère sensible dans les domaines de la défense et de la sécurité proscrive tout simplement la pratique des compensations économiques négociées jusqu'ici lors des contrats militaires les plus importants.

Toutefois, on semble oublier que plusieurs exemptions sont prévues dans les textes européens. D'une part, l'article 346 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) stipule notamment que "tout État membre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre" et que dans ce cadre, les autres dispositions du Traité (dont la libre concurrence) ne doivent pas obligatoirement s'appliquer.

Cependant, pour mettre en œuvre cette exemption, il convient que l'État concerné la justifie réellement. Quels arguments peut-on valablement utiliser pour invoquer cet article 346? Que font les autres États? Quelle est la jurisprudence de la Cour de justice en la matière?

D'autre part, même si elle a rarement été citée jusqu'à présent, il existe une autre exemption, qui me semble encore plus claire, et qui est prévue par la directive elle-même. En effet, celle-ci indique que si les achats sont effectués de gouvernement à gouvernement, la directive ne doit pas s'appliquer. Dès lors, puisqu'il a été formellement décidé et annoncé par le gouvernement que l'achat du successeur du F-16 se ferait de gouvernement à gouvernement, via les agences étatiques correspondantes, il y a, à mon sens, tout lieu de penser que cette exception prévue dans la directive elle-même s'appliquera et permettra par conséquent de négocier librement ces fameuses retombées économiques et industrielles en Belgique.

Monsieur le ministre, est-ce aussi votre analyse? Cette exemption permet-elle bien de négocier des retombées économiques pour notre industrie? Peut-être même est-ce cette possibilité qui a guidé le choix

belge en faveur de cette procédure de gouvernement à gouvernement?

Ma deuxième question est relative aux investissements qui doivent être consacrés au remplacement des F-16. Le 22 décembre dernier, le gouvernement annonçait avoir approuvé le plan stratégique pour la Défense. Depuis lors, il y a eu beaucoup de débats: s'agissait-il réellement d'un plan stratégique? Quoi qu'il en soit, vous annonciez alors que la Défense disposerait d'une enveloppe de 9,2 milliards d'euros d'ici à 2030 pour financer une série d'investissements importants et de plus en plus urgents. On citait spécifiquement 34 avions de chasse, 2 frégates, 6 chasseurs de mines, 6 drones et des équipements divers pour la composante terre.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer précisément la part de ces 9,2 milliards d'euros qui sera consacrée à l'achat du successeur du F-16? Lors de votre présentation en commission, le 13 janvier 2016, vous aviez évoqué le chiffre de 3,593 milliards d'euros. Mais on sait à quel point cette présentation a été mise en doute dans les rangs mêmes de votre majorité. Certains membres ont considéré qu'il ne s'agissait pas encore d'un plan stratégique définitif.

Par ailleurs, lors de sa présentation du 24 février, le colonel Harold Van Pee a cité des montants qui tournaient non pas autour des 3,593 milliards que vous aviez annoncés, mais plutôt autour de 5 milliards d'euros pour l'ensemble des investissements nécessaires à l'achat de nouveaux avions (avions, infrastructures, pièces détachées, armements, formation). En tout, en réalité, ce serait une enveloppe de plus de 5 milliards d'euros qui devrait être consacrée à l'acquisition du successeur du F-16, ce qui laisse finalement une marge beaucoup moins importante pour les autres équipements. Qu'en est-il exactement?

**10.02 Steven Vandepuit**, ministre: Madame la présidente, monsieur Dallemagne, d'abord, je voudrais souligner que nous n'avons rien annoncé concernant l'achat. Nous ne nous trouvons pas encore dans la phase 2.

La Défense estime qu'il serait opportun, pour des raisons opérationnelles, de recourir à une procédure *government to government*. Les spécialistes de la Défense, en étroite coopération avec les spécialistes du SPF Économie, sont en train d'explorer les modalités visant à maximaliser un retour pour la société belge.

Un recours à l'article 346 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est notamment étudié. La base légale et les modalités feront partie du dossier portant sur le démarrage de la phase suivante, appelée phase de programme. Ce dossier sera soumis à l'accord du gouvernement.

Je partage dans les grandes lignes votre idée sur le *government to government*.

C'est la raison pour laquelle nous étudions aujourd'hui quelle est la meilleure façon d'aborder le marché.

Lors de la présentation faite devant la commission de la Défense du 24 février dernier, l'état-major a fait état de la notion de *capability transition cost*. Ce coût porte sur tous les frais qui sont directement liés aux successeurs du F-16 (frais d'investissement, de fonctionnement ou encore de personnel) sur une période de douze ans courant de 2019 à 2030. Ce *capability transition cost* est, en effet, estimé à 5,1 milliards d'euros. Dans ce montant, la partie liée à l'investissement initial s'élève à 3,526 milliards d'euros.

Lors de ma présentation en commission du 13 janvier 2016, j'ai évoqué le montant de 3,593 milliards d'euros. Ce montant porte sur les investissements pour la capacité aérienne de combat, c'est-à-dire pour le F-16 et son successeur.

Outre les 3,526 milliards d'investissement initial pour le successeur du F-16, mon plan prévoit également que 67 millions d'euros soient consacrés à des investissements visant à ce que les F-16 puissent rester opérationnels jusqu'en 2028.

**10.03 Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le ministre, merci pour votre réponse. J'entends bien que vous essayez aujourd'hui de conforter l'idée que l'on peut avoir recours à ces exceptions prévues à l'article 346 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et la procédure de gouvernement à gouvernement. C'est votre ligne stratégique. Que vous souhaitiez aujourd'hui consolider cette base me paraît être une bonne nouvelle. C'est très important pour le secteur, pour l'économie du pays, et pour légitimer cette acquisition aux yeux de la population.

Concernant les coûts, j'ai bien compris la différence entre les chiffres. Il me semble quand même, monsieur le ministre, que les 5,1 milliards comprennent des investissements. Il faudra adapter les infrastructures, acquérir des pièces détachées et des armements. Là aussi, une part est à considérer comme des investissements.

**10.04 Steven Vandeput**, ministre: Oui, mais le plan porte sur les investissements directement liés aux capacités. Par exemple, le premier armement ne fait pas partie du dossier investissement initial, mais est compris dans les coûts d'exploitation. Cette question est donc traitée d'une autre façon.

**10.05 Georges Dallemagne** (cdH): Est-ce prévu dans l'enveloppe de 9,2 milliards?

**10.06 Steven Vandeput**, ministre: C'est bien prévu, mais pas dans cette enveloppe.

**10.07 Georges Dallemagne** (cdH): Je vous remercie.

*L'incident est clos.*

*Het incident is gesloten.*

**11 Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les règles concernant les vols supersoniques au-dessus du territoire belge" (n° 9816)**

**11 Vraag van de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de regels inzake supersonische vluchten boven het Belgische grondgebied" (nr. 9816)**

**11.01 Georges Dallemagne** (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, je souhaiterais obtenir des précisions sur les règles qui s'appliquent en matière de vols supersoniques au-dessus du territoire belge.

En effet, il arrive parfois que des F-16 franchissent le mur du son dans notre espace aérien et fassent alors entendre à des kilomètres à la ronde ce "boom" très caractéristique. Ce genre d'incident inquiète légitimement bon nombre de nos concitoyens, certains craignant une explosion dans les environs, d'autres un accident d'avion ou même encore un acte violent. Dans le contexte actuel, cela soulève effectivement parfois certaines inquiétudes. Les services d'urgence reçoivent alors des appels, parfois en grand nombre, de citoyens un peu stressés ou parfois mécontents de cette nuisance sonore assez particulière.

Monsieur le ministre, pouvez-vous me faire un bilan du nombre de fois qu'un de nos F-16 - ou des appareils étrangers, si tel est le cas - a ainsi franchi le mur du son au-dessus de la Belgique au cours de l'année dernière? Existe-t-il une répartition régionale/provinciale de ce type d'incidents?

Comment la Défense justifie-t-elle ces vols supersoniques? Dans quel cadre se produisent-ils? S'agit-il d'interceptions d'urgence ou de simples exercices de routine? S'il s'agit d'exercices, de tels vols ne peuvent-ils pas se faire au-dessus de lieux moins habités? J'entends, par exemple, que les pilotes canadiens se forment dans des zones totalement inhabitées et que d'autres pays de l'OTAN vont faire leurs exercices là-bas, pour ne pas gêner les populations. Ce type de disposition existe-t-elle en Belgique?

En bref, quelle est votre politique en la matière pour essayer de minimiser les nuisances liées à ces vols?

**11.02 Steven Vandeput**, ministre: Madame la présidente, monsieur Dallemagne, les vols supersoniques ne sont autorisés que dans des circonstances bien précises, à savoir dans le cadre d'une interception d'urgence (*quick reaction* – QRA) et dans le cadre de tests en vol après des activités de maintenance sur l'appareil.

Dans le cadre de l'entraînement, les vols supersoniques se font normalement à l'étranger, dans des zones appropriées; vous l'avez mentionné. Comme les activités de maintenance ont lieu à Kleine Brogel, Florennes et Charleroi (chez SABCA), les tests en vol doivent être effectués en Belgique.

En 2015, il y a eu 86 vols supersoniques d'une durée de 2 à 3 minutes, dont 72 après des activités de maintenance sur des avions de chasse belges et 8 après des activités de maintenance sur des avions de chasse américains (chez SABCA). Un vol d'interception QRA a passé le mur du son et 5 vols supersoniques accidentels ont été enregistrés en Belgique.

Ce n'est pas normal mais cela arrive. À l'exception des interventions du QRA, il existe un cadre bien

réglementé pour tous les tests en vol des activités de maintenance en Belgique. Les vols supersoniques ne sont autorisés que pendant les jours ouvrables entre 8 et 12 heures et entre 13 et 18 heures. Ils ne sont pas autorisés au-dessus des grandes agglomérations et, enfin, ils ne sont autorisés qu'au-dessus d'une altitude de 12 000 mètres. Vu la congestion du trafic aérien en Belgique, les vols supersoniques sont effectués dans des zones d'entraînement militaire, au Nord dans les provinces d'Anvers et du Limbourg et au Sud dans les provinces de Namur et du Luxembourg.

En coordination avec les services de contrôle aérien civils, les vols supersoniques peuvent également être effectués dans un corridor reliant ces zones d'entraînement.

En 2015, 18 vols ont été effectués dans la zone d'entraînement Nord, 38 dans la zone d'entraînement Sud et 29 dans le corridor reliant les zones.

**11.03 Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le ministre, je ne peux que vous encourager à diminuer autant que possible les nuisances et à faire en sorte que ces vols aient lieu au maximum à l'étranger. Vous n'avez pas repris le nombre de vols effectués à l'étranger.

**11.04 Steven Vandeput**, ministre: Ce sont des vols d'entraînement. L'entraînement se fait à l'étranger.

**11.05 Georges Dallemagne** (cdH): Dans quels pays?

**11.06 Collaborateur du ministre**: Aux États-Unis, au Maroc ou au Canada. Ce n'est pas enregistré car l'espace aérien permet de faire des vols supersoniques, tandis que c'est interdit en Belgique pour nos pilotes. À chaque fois que cela se passe, il y a une sorte de punition pour le pilote. Même si on fait attention à cela, il se peut que, *in the heat of the battle*, cela se passe.

En fait, on ne sent rien du tout. Cela arrive parfois lors d'une manœuvre lors de laquelle on met les gaz à fond pour s'éloigner de l'adversaire.

**11.07 Georges Dallemagne** (cdH): Je vous remercie d'être vigilant à ce que cela arrive le moins souvent possible quand ce n'est pas indispensable pour des raisons de test après maintenance.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

## **12 Questions jointes de**

- **M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la participation de la Belgique à une éventuelle force d'interposition au Burundi" (n° 9818)**

- **M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la révision éventuelle de la politique de non-implication militaire de la Belgique au sein de forces d'interposition dans ses anciennes colonies" (n° 9819)**

## **12 Samengevoegde vragen van**

- **de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de deelname van België aan een eventuele buffermacht in Burundi" (nr. 9818)**

- **de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de eventuele herziening van het beleid waarbij België geen militairen laat deelnemen aan een buffermacht in de voormalige kolonies" (nr. 9819)**

**12.01 Georges Dallemagne** (cdH): Madame la présidente, monsieur le ministre, le 3 février dernier, votre collègue des Affaires étrangères Didier Reynders indiquait, dans un entretien accordé à la chaîne France 24, que la Belgique pourrait participer à une force d'interposition au Burundi si une telle initiative voyait le jour. Au vu de la détérioration constante de la situation sur le terrain, de l'aggravation des violences, des menaces de plus en plus grandes de guerre civile ou – pire – de conflit ethnique, un retour au calme semble, hélas, assez peu probable. Dès lors, l'envoi d'une force de paix au Burundi paraît de plus en plus indispensable, que ce soit dans le cadre de l'Union africaine, de l'Union européenne ou de l'ONU, afin de garantir la sécurité des populations civiles et de convaincre chacun de ne pas faire usage de violence, mais bien plutôt d'accepter de dialoguer.

Est-ce aussi votre analyse de la situation actuelle? Si une telle force d'interposition se met en place, la

question d'une participation belge se posera alors nécessairement. Quel est votre avis sur cette question, en tant que ministre de la Défense? Comment la Belgique pourrait-elle contribuer à une telle force? Disposons-nous actuellement des moyens et des capacités opérationnelles pour pouvoir faire intervenir nos militaires au Burundi? Selon le ministre des Affaires étrangères, la Belgique "ne contribuerait pas nécessairement" à une telle force par des militaires opérationnels; le soutien pourrait être de nature logistique. Pouvez-vous me détailler quelles formes prendrait un tel soutien logistique de la Défense?

Le ministre Reynders a indiqué qu'une éventuelle contribution belge serait limitée à des moyens logistiques, en vue d'agir conformément aux recommandations votées par le Sénat en 1997 à la suite de l'assassinat des dix para-commandos au Rwanda. Elles précisait en particulier qu'"il serait souhaitable que la Belgique ne fournisse plus de contingent aux opérations de l'ONU menées dans des pays avec lesquels elle a entretenu jadis des relations coloniales". Sur ce point, votre collègue – et ce n'était pas la première fois – n'a pas caché sa volonté de transgresser cette recommandation en soulignant: "J'ai souvent évoqué le fait que nous devrions revoir cette idée que l'on n'interviendrait plus dans les anciennes colonies ou les pays sous mandat. C'est une erreur. Politiquement, nous le faisons très fortement. Si nous devons aider au dialogue, nous le ferions. S'il fallait aider à la mise en place d'une force d'interposition, nous le ferions également." En tant que ministre de la Défense, plaidez-vous également pour une révision de cette politique? Est-ce une position officielle du gouvernement?

**12.02 Steven Vandeput**, ministre: Monsieur Dallemagne, la situation sécuritaire au Burundi est suivie de près par l'état-major de la Défense. L'envoi potentiel d'une force d'interposition, que ce soit dans le cadre de l'Union africaine, de l'Union européenne ou des Nations unies, doit faire l'objet d'une décision au niveau international. Une éventuelle participation belge dont la nature ne peut être déterminée à l'heure actuelle sera toujours décidée en concertation avec le gouvernement.

La révision des recommandations de la commission Rwanda et de la politique relative à l'envoi de troupes belges dans d'anciennes colonies dans un cadre onusien n'est actuellement pas à l'ordre du jour. Cela n'est envisageable que de manière concertée au sein du gouvernement.

**12.03 Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur le ministre, je n'ai pas reçu beaucoup de réponses à mes questions. Je vous demande simplement quelles sont les capacités, quelles sont les formes que pourrait prendre une telle intervention. Je sais que vous êtes toujours extrêmement prudent, mais votre collègue le ministre des Affaires étrangères l'est, semble-t-il, beaucoup moins. Ce sont les forces armées qui sont sous votre autorité qui seront mobilisées. Il me semble important et utile d'interroger le ministre de la Défense à la suite des déclarations du ministre des Affaires étrangères.

Je trouve qu'il n'est pas très responsable de faire de telles déclarations si on ne sait pas du tout selon quelles modalités, sous quelles formes cette intervention pourrait avoir lieu, et si nous en avons les capacités. Il faudrait que vous vous parliez sur ces questions.

Concernant la révision de la résolution portant sur nos interventions en Afrique centrale, j'aimerais avoir quelques éclaircissements. Votre collègue affirme régulièrement au parlement qu'il faudrait réviser cette résolution, qu'il faudrait revoir notre point de vue, et vous semblez dire l'inverse. J'ai déposé une proposition de résolution pour qu'on ait un débat en commission de la Défense. J'espère que ce débat aura lieu rapidement et que nous pourrions clarifier cette question.

Nous avons appris beaucoup de choses sur nos interventions en Afrique centrale depuis 1994. Nous intervenons aujourd'hui différemment. Je pense qu'il faut pouvoir clarifier le fait qu'à l'avenir nous pourrions à nouveau envisager des interventions, moyennant certaines modalités. Il n'est pas possible d'avoir au sein du gouvernement un ministre qui dit oui et un ministre qui dit non à propos de la même question.

Je pense que le parlement peut être l'endroit adéquat pour clarifier ces positions.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**13 Vraag van mevrouw Els Van Hoof aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de door België opgeleide bataljons in Congo" (nr. 9650)**

**13 Question de Mme Els Van Hoof au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les bataillons formés par la Belgique au Congo" (n° 9650)**

**13.01 Els Van Hoof** (CD&V): Mijnheer de minister, sinds 2008 leidt ons land legereenheden op voor het Congolese leger. Meer bepaald gaat het om drie bataljons voor de snelle Congolese interventiemacht. Twee ervan leverden er bijzonder goed werk in de strijd tegen de rebellen van M23 in het oosten van Congo in 2013. Vorig jaar hebt u aangekondigd dat hun werk zou geëvalueerd worden en dat er desgevallend aanpassingen zouden doorgevoerd worden.

Hoe is het momenteel gesteld met de door België opgeleide bataljons?

Heeft de evaluatie reeds plaatsgehad? Wat waren de conclusies van de evaluatie? Welke bijsturingen worden eventueel gedaan? Welke beslissingen werden er op budgettaire vlak genomen?

Wat zijn de militaire activiteiten van ons land in Congo voor 2016?

Zijn er nieuwe opleidingen van bataljons gepland?

**13.02 Minister Steven Vandeput:** Mevrouw Van Hoof, de door de Belgische Defensie opgeleide bataljons worden opgevolgd door de Belgische militairen die aanwezig zijn bij de staf van de brigade waartoe die bataljons behoren. Ook de defensieattaché in Kinshasa en verschillende stafofficieren hebben de drie ontplooide bataljons kunnen bezoeken. Er is vastgesteld dat de Congolese strijdkrachten in staat zijn om zelf vorming te verstrekken aan de soldaten van hun bataljons, mits supervisie en coaching door Belgische specialisten.

Er werd aan de Congolese autoriteiten voorgesteld om een operationele pauze in te laten voor de ingezette bataljons. Dat zou moeten toelaten om de eenheden te herconditioneren in hun standplaats. Wij hebben die aanbeveling gedaan op basis van de gemaakte evaluatie. Die bataljons leveren inderdaad goed werk en worden heel vaak ingezet. Door die actieve inzet, zijn er jammer genoeg ook verliezen te noteren. Ze zouden dus een beetje op adem moeten kunnen komen, want ze worden te veel aangewend.

Het budget voor onze directe 'steun aan de opbouw van de snelle interventiemacht' wordt in 2016 teruggeschroefd ten opzichte van 2015. Het gaat over de directe inzet; wij hebben ons accent meer op coachen en bijstaan gelegd dan op directe inzet.

De planning van de militaire activiteiten in de Democratische Republiek Congo omvat in 2016 voornamelijk de voortzetting van de begeleiding van de brigadestaf, van het leidinggevend personeel dus, de vorming van een geniecompagnie, de coaching en vorming van elk van de bataljons en de voortgezette ondersteuning van de door Congolese militairen uitgevoerde huisvestingsprojecten FAMIKI en FAMILO, projecten om de families van de bataljons een plaats te geven.

Bovendien zal een Belgische compagnie later dit jaar een gezamenlijke oefening houden met de door ons gecoachte brigade.

Voor 2016 worden momenteel geen nieuwe opleidingen van bataljons gepland. De planning van de militaire operaties in de Democratische Republiek Congo in 2016 is opgenomen in het Plan Operaties 2016, dat door de regering werd goedgekeurd en dat in de commissie voor Landsverdediging op 27 januari werd besproken.

Voor meer details over de aantallen en de budgetten verwijs ik u dan ook naar de antwoorden op de mondelinge vragen nrs. 8019, 8454 en 8898.

**13.03 Els Van Hoof** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het is inderdaad goed dat een en ander niet abrupt wordt stopgezet. Alle verslagen die ik hierover lees op verschillende niveaus, ook van Pax Christi, zijn lovend over wat de Belgische Defensie daar heeft gedaan.

Het is ook goed dat de coaching wordt gekoppeld aan de huisvestingsprojecten. Het is immers algemeen geweten dat soldaten wel eens overlopen naar de rebellentroepen, omdat zij daar betere huisvesting of een beter inkomen krijgen. Zo is de situatie daar nu eenmaal.

Verdere supervisie en begeleiding is nodig om de toestand daar in de hand te houden. Het zou jammer zijn

dat goed opgeleide bataljons zouden overlopen naar de rebellengroepen, want dan zou de steun die wij hebben gegeven, immers verloren gaan.

Dat mag niet de bedoeling zijn, gezien de gespannen situatie vandaag met de presidentsverkiezingen in Congo. Daar kan van alles verschuiven.

Het is goed dat wij via supervisie een oogje in het zeil kunnen houden en op de hoogte worden gehouden over de situatie daar.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.53 uur.*

*La réunion publique de commission est levée à 11.53 heures.*